

Fiche 1 - Austérité ou privatisation ?

L'austérité, c'est un ensemble de mesures qui visent à équilibrer les finances publiques (compressions budgétaires, élimination de programmes, gels d'embauches, etc.).


Les effets négatifs de l'austérité sont multiples : baisse du pouvoir d'achat, pertes d'emplois, etc. À terme l'austérité provoque un ralentissement de l'économie.

L'austérité ne permet donc pas d'équilibrer les finances publiques, car elle fait diminuer les revenus de l'État et augmenter l'importance du déficit et la dette.

L'austérité n'est pas un bon choix.

L'austérité fait partie d'une stratégie qui vise à convaincre la population de réduire la taille de l'État en privatisant les services publics. Voici les quatre étapes mises en place par le gouvernement pour atteindre son objectif :

1 **Prétendre qu'il y a une crise des finances de l'État à cause du coût des services publics**



Pourtant, ce sont les revenus qui diminuent... Depuis 2000, le gouvernement du Québec a accordé plus de 8 milliards \$ en baisses d'impôts aux particuliers. En 2011, il a aboli la taxe sur le capital des banques, privant ainsi l'État de centaines de millions de dollars par année. Ce sont ces cadeaux qui ont provoqué une « crise » des finances publiques...

2 **Utiliser le déficit ou la dette pour justifier les mesures d'austérité**



Pourtant, la dette ne justifie pas les mesures d'austérité. Le poids de la dette a diminué de 4% au cours des 20 dernières années. Si on le compare aux pays de l'OCDE, le Québec se classe bien quand à l'importance de sa dette, bien mieux que les États-Unis, la France ou l'Allemagne.

3 **Prétendre que les coupes budgétaires n'affecteront pas les services à la population**



Pourtant, l'austérité affecte directement les services. L'existence même de certains de nos services publics et de nos programmes sociaux est menacée. Tout y passe : l'aide aux élèves en difficulté, l'aide aux personnes désireuses de se trouver un emploi, l'aide aux personnes handicapées, l'accessibilité aux services de garde et aux soins de santé, etc.

4 **Présenter la privatisation comme solution aux problèmes rencontrés dans le réseau public**



Pourtant, le privé coûte plus cher que le public. Le recours aux agences privés de placement dans les institutions publiques de santé coûte environ 18% plus cher pour du personnel souvent moins bien rémunéré. Le transfert de plus en plus fréquent des chirurgies vers des centres médicaux spécialisés (privé) coûte de 30% à 40% plus cher que si elles étaient effectuées dans le réseau public de santé.